



**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU ROYAUME DES PAYS-BAS  
LA HAYE**

CONVENTION RELATIVE À LA SIGNIFICATION ET LA NOTIFICATION À L'ÉTRANGER DES ACTES  
JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES EN MATIÈRE CIVILE OU COMMERCIALE  
(La Haye, le 15 novembre 1965)

Notification conformément à l'article 31 de la Convention

**DÉCLARATION**

**États-Unis d'Amérique, 11-03-2015**

*(Traduction)*

"[...] informe le Ministère ... de certains changements concernant les modalités selon lesquelles le Gouvernement des États-Unis octroie une entraide judiciaire aux tribunaux étrangers et aux parties plaidant devant ceux-ci.

Depuis 2003, le Ministère de la Justice des États-Unis d'Amérique a délégué à un prestataire privé la charge de traiter les demandes de signification et de notification en matière civile ou commerciale incombant à l'Autorité centrale conformément à la Convention de La Haye relative à la signification et la notification d'actes à l'étranger.

Le Ministère de la Justice des États-Unis d'Amérique a informé le Département d'État que le marché passé à cet effet avec la firme ABC Legal, opérant sous le nom de Process Forwarding International, société basée à Seattle, dans l'État de Washington, a été renouvelé le 1<sup>er</sup> février 2015. Le nouveau marché court jusqu'au 31 janvier 2016 et pourra être prolongé jusqu'au 31 janvier 2020. L'adjudication de la charge de signification et de notification n'implique pas la désignation d'une nouvelle Autorité centrale pour les besoins de la Convention mais correspond seulement à la délégation de certaines activités de l'Autorité centrale, qui reste le Ministère de la Justice.

Process Forwarding International est la seule société privée de signification et de notification habilitée à agir au nom des États-Unis en vue de recevoir des demandes de signification ou de notification, de signifier ou de notifier des actes, et d'établir une attestation. Process Forwarding International traite les demandes de signification et de notification dans les régions suivantes: États-Unis (les cinquante États et le District de Columbia), Guam, Samoa américaines, Porto Rico, îles Vierges américaines et Îles Mariannes du Nord.

La méthode utilisée pour toutes les demandes est de préférence la notification personnelle. Lorsque cela n'est pas possible, Process Forwarding International procède suivant une ou plusieurs autres méthodes autorisées par la législation en vigueur dans la juridiction où la signification ou la notification doit être effectuée. Ainsi qu'il était déjà prévu dans le précédent contrat, Process Forwarding International est tenue d'exécuter la signification ou la notification et de renvoyer l'attestation au requérant étranger dans un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date de réception de la demande. Aux termes du nouveau contrat, la société doit en outre accepter les demandes de signification ou de notification accélérée et les traiter dans les sept (7) jours ouvrés suivant la réception de la demande, sans frais supplémentaires, à condition que la demande stipule explicitement qu'il s'agit d'une procédure accélérée; dans le cas contraire, le traitement est effectué dans les 30 jours ouvrés.

Les demandes de signification et de notification d'actes doivent être adressées à:  
Process Forwarding International  
633 Yesler Way  
Seattle, Washington 98104

États-Unis  
Téléphone : 001-206-521-2979  
Télécopie : 001-206-224-3410  
E-mail : info@hagueservice.net  
Site internet : <http://www.hagueservice.net>

Les demandes doivent être envoyées en deux exemplaires et pourvues d'une traduction adéquate (un exemplaire sera conservé par Process Forwarding International pour les besoins du traitement de la demande, le second sera retourné au requérant accompagné d'une attestation). La demande doit mentionner le nom et l'adresse complète de la personne ou de l'instance à laquelle l'acte doit être signifié ou notifié. Les demandes faites au titre de la Convention de La Haye relative à la signification et la notification d'actes à l'étranger doivent être transmises selon le formulaire prévu à cet effet.

Le traitement des demandes de signification et de notification introduites par des personnes résidant dans un des pays parties à la Convention reste soumis au paiement de droits dont le montant s'élève à 95 dollars US jusqu'à l'expiration du marché au 31 janvier 2016. Le traitement accéléré n'entraîne aucun frais supplémentaire. Les droits peuvent être acquittés par cartes VISA/MasterCard ainsi que la plupart des cartes de crédit internationales, virements bancaires, mandats internationaux et chèques du Trésor à l'ordre de Process Forwarding International. Les chèques personnels ne sont pas acceptés.

Les droits afférents à la demande doivent être acquittés conformément aux échéances et aux modalités indiquées sur le site internet de Process Forwarding International, faute de quoi la demande est retournée au requérant sans être traitée. Le site internet de Process Forwarding International fournit des indications précises concernant le mode de paiement et permet de suivre le traitement d'une demande en cours.

Les États-Unis soulignent qu'il n'existe pas dans leur loi fédérale de disposition imposant de s'adresser à Process Forwarding International pour faire signifier ou notifier des actes étrangers. Ils n'ont pas d'objection à ce que ces actes soient transmis de façon informelle par un membre d'une mission diplomatique ou consulaire établie aux États-Unis, par voie électronique ou en personne, pour autant que cela est conforme à la législation applicable et à condition qu'aucune contrainte ne soit exercée."

La Haye, le 16 juin 2015

Les notifications dépositaires sont accessibles en ligne sur le site Web du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, à l'adresse <https://treatybase.overheid.nl>.

XIV Signification et notification No. 01/2015



**MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS  
THE HAGUE**

CONVENTION ON THE SERVICE ABROAD OF JUDICIAL AND EXTRAJUDICIAL DOCUMENTS IN CIVIL OR  
COMMERCIAL MATTERS  
(The Hague, 15 November 1965)

Notification pursuant to Article 31 of the Convention

**DECLARATION**

**United States of America, 11-03-2015**

"[...] inform the Ministry ... of certain developments regarding the way judicial assistance is afforded to foreign tribunals and to litigants before such tribunals by the Government of the United States.

Since 2003, the Department of Justice of the United States of America has contracted the service of process function performed by the Central Authority to a private contractor to handle requests for service of process in civil and commercial matters in the United States pursuant to the Hague Service Convention.

The Department of Justice of the United States of America has informed the Department of State that, on February 1, 2015, it renewed its contract for the service of process function with ABC Legal, which does business as Process Forwarding International located in Seattle, Washington. The new contract will run through January 31, 2016, with the option to extend the contract through January 31, 2020. The use of a private contractor to perform the service of process function does not imply the designation of a new U.S. Central Authority for the Hague Service Convention, but rather reflects the delegation of certain activities conducted by the U.S. Central Authority, which remains the U.S. Department of Justice.

Process Forwarding International is the only private process server company authorized to act on behalf of the United States to receive requests for service, proceed to serve the documents, and complete the certificate of service. Process Forwarding International is responsible for executing requests for service of process in the following areas: the United States (the fifty states and the District of Columbia), Guam, American Samoa, Puerto Rico, the U.S. Virgin Islands and the Commonwealth of the Northern Mariana Islands.

Personal service will be the preferred method used in executing all requests. In the event personal service is impracticable to effect, Process Forwarding International will serve process by such other method or methods as may be permitted under the law of the jurisdiction in which service is to be effected. As was the case in previous contract, Process Forwarding International is required to complete service of documents for return to the foreign requestor within 30 business days of receipt. In addition, under the new contract, Process Forwarding International will accept requests for expedited service, service within seven (7) business days of receipt, without charging an additional fee. Expedited service must be specifically requested; if it is not, service will be completed within 30 business days of receipt.

All requests for service of process should be transmitted to:  
Process Forwarding International  
633 Yesler Way  
Seattle, Washington 98104  
USA  
Telephone: 001-206-521-2979  
Fax: 001-206-224-3410  
E-mail: [info@hagueservice.net](mailto:info@hagueservice.net)

Website: <http://www.hagueservice.net>

Requests for service must be transmitted in duplicate with an appropriate translation (one set will be served and the other will be returned by Process Forwarding International with a certificate of service). The full name and street address for the person or entity to be served must be included. For requests made under the Hague Service Convention, the Model Form for that Convention must be used.

There will continue to be a fee for service of process requests from persons in countries party to the Hague Service Convention. The service fees for requests under the Hague Service Convention will remain \$95 through the expiration of the contract on January 31, 2016. There is no additional fee for expedited service requests. Payment of fees may be made by Visa, MasterCard, most international credit cards, bank transfers, international money orders and government-issued checks payable to Process Forwarding International. Personal checks are not accepted.

All service requests must comply with the payment schedule and method of payment described on Process Forwarding International's website. All service requests unaccompanied by proper payment in the manner indicated will be returned without processing. The website for Process Forwarding International provides specific guidance on methods of payment.

It will also be possible to check on the status of a service request on Process Forwarding International's website.

The United States notes that there is no requirement under U.S. federal law that requests for service be sent to Process Forwarding International. The United States has no objection to the informal delivery of such documents by members of diplomatic or consular missions in the United States, through the mails or by private persons if that would be effective under applicable law, provided no compulsion is used."

The Hague, 16 June 2015

The Depositary Notifications are accessible on the website of the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands at <https://treatybase.overheid.nl>.

XIV Service abroad No. 01/2015